



Agreste

Primeur

Numéro 186 - décembre 2006

Les comptes prévisionnels par catégorie d'exploitations pour 2006

Prix et revenus agricoles en hausse

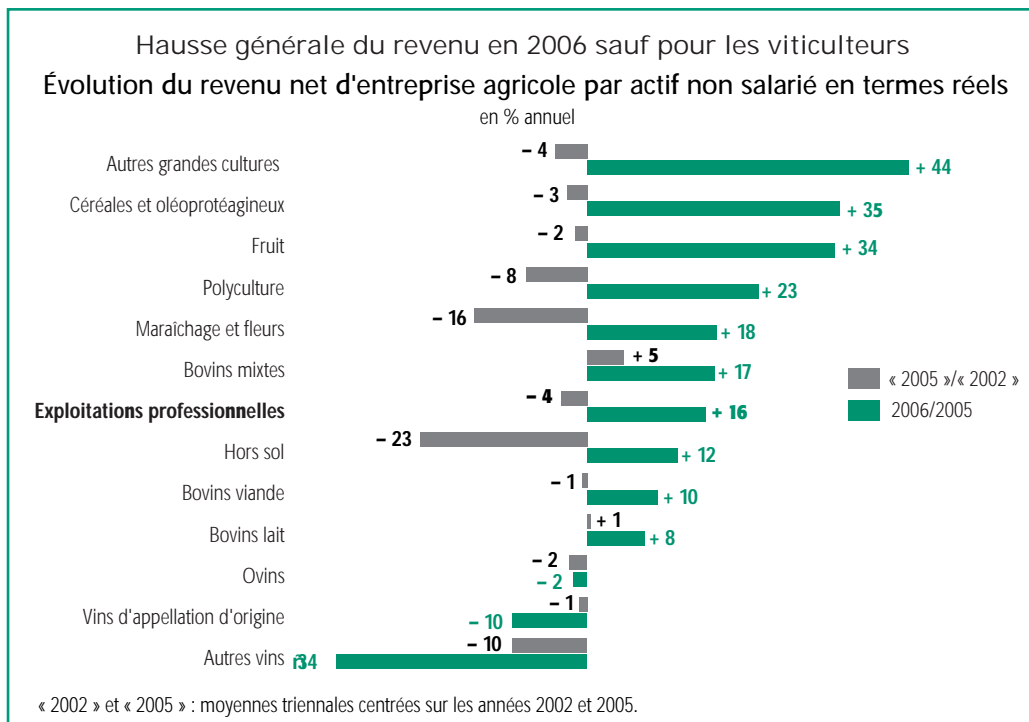
Forte progression du revenu net d'entreprise agricole en 2006, grâce à des prix bien orientés. L'année est favorable à toutes les orientations sauf la viticulture et l'élevage ovin.

En 2006, le revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié de la branche agriculture augmenterait hors inflation de 15 %. Pour les exploitations professionnelles dans leur ensemble, la hausse serait de 16 %. Hormis la viticulture et l'élevage ovin, cette hausse concerne toutes les catégories d'exploitations. Elle s'explique essentiellement par des évolutions favorables des prix malgré un recul quasi général

des volumes produits. Les conditions climatiques de l'été provoquent une baisse des récoltes céréalières et une envolée des cours. Les maraîchers et arboriculteurs fruitiers profitent de la bonne tenue de la demande. Les prix du bétail sont soutenus, et l'aide laitière revalorisée pallie la baisse de la collecte et des prix du lait. La production avicole recule suite à l'épizootie de grippe aviaire, mais les cours se sont relativement bien maintenus. Malgré une vendange moyenne, les stocks de vins demeurent encore importants. Les prix des vins sous AOC se redressent cependant.

Petites récoltes et prix favorables pour les céréales

Après deux années de baisse marquée, le revenu des exploitations spécialisées en céréales, oléagineux et protéagineux se redresse. Il augmenterait de 35 % en 2006. Les surfaces cultivées diminuent et les récoltes sont affectées par la sécheresse de juin et juillet. Une réduction annoncée des disponibilités mondiales provoque des tensions sur le marché. Il s'ensuit une hausse des prix de 21 % des céréales et de 15 % des oléagineux. Les protéagineux, substituts possibles des céréales, >



Source : Agreste - Comptes nationaux par catégorie d'exploitations



Agreste : la statistique agricole

Pour en savoir plus...

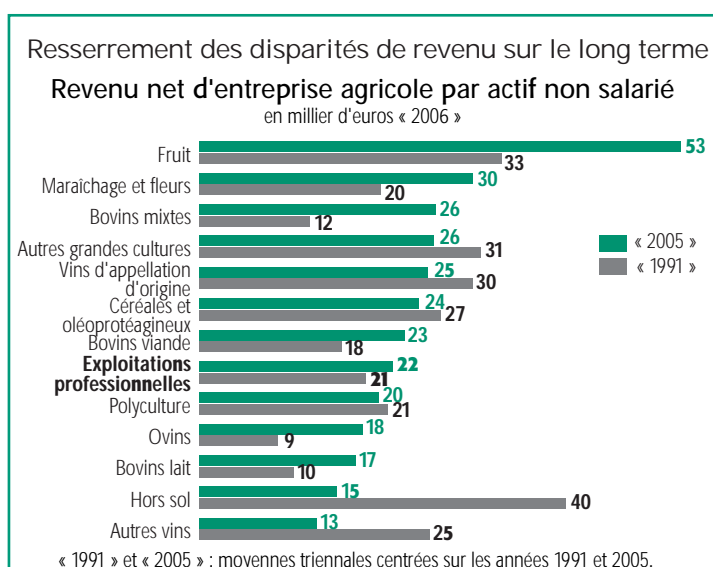
■ « Les comptes prévisionnels de l'agriculture française pour 2006 », *Insee Première*, n° 1113, décembre 2006

■ L'ensemble des rapports présentés à la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation du 20 décembre 2006 sont sur le site Internet du Scees : www.agreste.agriculture.gouv.fr

> deviennent donc plus attractifs en alimentation animale. Leur demande s'accroît et leurs prix sont en hausse. Autre élément favorable pour le revenu : des coûts de production modérés. Certes, les dépenses en produits pétroliers augmentent. Mais les achats d'engrais et de produits phytosanitaires sont stables, la baisse des volumes compensant la hausse de prix. Le revenu des exploitations spécialisées en autres grandes cultures progresserait de 44 %. Elles bénéficient de la forte hausse de prix des pommes de terre. En 2006, le revenu de l'ensemble des exploitations de grandes cultures se rapproche ainsi de son niveau des années 1990.

Fruits et légumes d'été : une conjoncture favorable

En arboriculture fruitière, le revenu 2006 progresserait de 34 %. La concurrence étrangère est plus faible, et le temps estival de juillet a incité aux achats de fruits d'été. Le prix moyen des fruits augmente de 16 %



Source : Agreste - Comptes nationaux par catégorie d'exploitations

sur l'année. La croissance est de 37 % pour la pêche et de 25 % pour la poire. Le cours de la pomme augmente de 28 % suite à une moindre production européenne. En revanche, la cerise pâtit d'une demande limitée et d'une forte concurrence espagnole : son prix recule de 2 %. Les coûts de production varient peu en valeur. En effet,

les cultures sous abri diminuent, ce qui compense les hausses des prix énergétiques. Le revenu des arboriculteurs retrouverait en 2006 quasiment son niveau élevé de 2001. Celui des maraîchers et horticulteurs augmenterait de 18 %. Le volume de production est globalement stable. La situation climatique a favorisé la demande de légumes d'été, d'où des prix plus élevés qu'en 2005. La réduction des achats d'engrais compense partiellement leur hausse de prix. Mais le coût des produits pétroliers pèse sur les consommations intermédiaires qui croissent de 6 % en valeur. En progression depuis deux ans, le revenu de l'horticulture reste toutefois mal orienté sur moyenne période : il reste en retrait de 15 % par rapport à 2002, année il est vrai exceptionnelle.

Méthodologie

■ Les comptes par catégorie d'exploitations détaillent les résultats annuels suivant les principales orientations de production. Ils sont établis par le Scees grâce à une répartition du compte national de la branche agricole. Ils ont pour objectif de mesurer l'impact de la conjoncture sur la formation du résultat d'exploitation dégagé par l'activité de production agricole de l'ensemble de l'année. Comme le compte national, ils sont établis dans l'optique de la production.

■ Les comptes par catégorie d'exploitations sont établis sur le champ des exploitations agricoles métropolitaines professionnelles. Au contraire du compte national, ils ne couvrent donc pas les entreprises de travaux agricoles, les coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ni les départements d'outre-mer. Ils utilisent cependant le cadre comptable et les indicateurs de revenu du compte national.

■ Deux indicateurs de revenu sont calculés dans les comptes. Le résultat agricole par actif en termes

réels, est retenu pour les comparaisons européennes. Il s'obtient en déduisant de la valeur de la production agricole au prix de base, la valeur des consommations intermédiaires et en ajoutant le solde entre les subventions d'exploitation et les impôts liés à la production. Il correspond donc à la rémunération de tous les facteurs de production : main-d'œuvre, capital et terre. Le deuxième indicateur est le revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en termes réels. Il s'agit du résultat final de l'activité de production de l'année après déduction de toutes les charges. Entrant dans le calcul de l'indice des fermages, ou encore des revenus de référence pour les aides à l'installation, cet indicateur bien connu des experts et de la presse agricole spécialisée mesure donc plus spécifiquement le revenu d'activité agricole.

■ Les résultats commentés dans ce document ont fait l'objet d'une présentation à la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation le 20 décembre 2006.

Embellie pour les élevages bovins

Le revenu des différentes catégories d'éleveurs bovins progresse pour la deuxième année consécutive. La hausse de 2006 s'établirait à 10 % pour les exploitations spécialisées dans la viande et 8 % pour celles spécialisées en élevage laitier. Les coûts de production progressent peu. La sécheresse est moins marquée qu'en 2005, et les

> achats d'aliments composés s'accroissent en volume mais à prix inchangés. Les éleveurs de bovins pour la viande bénéficient en outre de cours en progression : de 12 % pour les veaux et de 5 % pour les gros bovins. Le volume de production est stable, voire en recul

L'aide directe laitière compense les baisses de prix

pour les veaux. Le contexte est moins favorable aux éleveurs laitiers : la réduction du cheptel se poursuit, la collecte de lait baisse et les prix du lait continuent à se replier. L'aide directe laitière, totalement découplée en 2006 mais revalorisée auparavant, compense ces baisses de prix. Le revenu des élevages bovins demeure quasiment stable depuis cinq ans pour les exploitations tournées vers la viande, et sur longue période pour les exploitations laitières.

Situation contrastée pour les élevages hors sol

Pour l'ensemble des élevages hors sol, le revenu net d'entreprise agricole par actif augmenterait de 12 % en 2006. Cette moyenne recouvre une situation nettement favorable pour l'élevage porcin et une conjoncture difficile pour les élevages avicoles. La crise aviaire accentue la baisse du volume de la production de volailles de chair, déjà amorcée depuis 2002. La consommation nationale diminue ainsi que les exportations. Cependant, les prix à la production restent quasiment stables. La mise en place de poulettes de ponte est également perturbée : le volume de la production d'œufs fléchit et leurs prix s'accroissent nettement. Les cours du porc continuent à se raffermir, et dépassent nettement leur niveau moyen de 2001-2005. Le volume de production est en léger recul, alors que la crise

Le système de paiement unique modifie peu les subventions

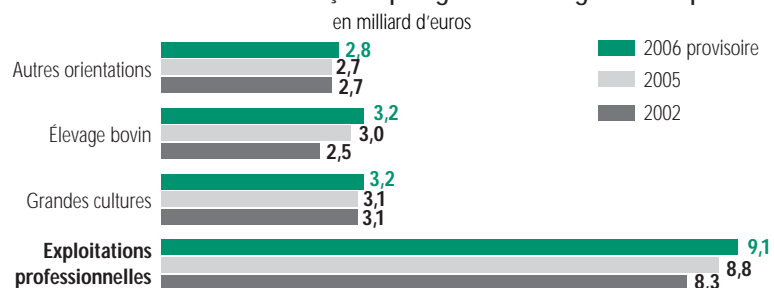
■ L'accord de Luxembourg du 26 juin 2003 institue un découplage, total ou partiel, des aides directes du premier pilier de la Pac. À partir de 2006, un paiement unique à l'exploitation se substitue donc à tout ou partie des aides directes perçues. Le montant de cette prime unique est calculé sur la base des aides directes reçues pour les années 2000, 2001 et 2002.

■ En 2006, le total des subventions versées aux agriculteurs augmente de d'un peu plus de 300 millions d'euros par rapport à 2005. Cette augmentation provient de deux mesures liées à la réforme des organisations communes de marché (OCM) du

lait et du sucre. Le montant de l'aide directe laitière, mise en place en 2004 pour compenser la baisse de prix du lait, a doublé en 2005. Cette aide est totalement découplée mais revalorisée de 50 % en 2006. Une nouvelle aide directe, également découplée, est allouée à partir de 2006 aux producteurs de betteraves sucre pour compenser la réduction des quotas et la baisse des prix. Le système de paiement unique n'a pas donc pas provoqué de baisse du soutien direct global à l'agriculture en 2006. Du fait de la progression du revenu, la part des subventions dans la formation du revenu net d'entreprise agricole diminue par rapport à 2005 mais demeure voisine de 80 %.

	2005	Prévision 2006
Subventions du premier pilier		
Total subventions sur les produits	7,4	2,3
- dont sur les produits végétaux	4,7	1,2
- dont sur les produits animaux	2,6	1,1
Aides jachère nue	0,4	0,0
Paiements uniques (y compris jachère)	0,0	5,8
Total subventions du premier pilier	7,8	8,1
Autres subventions	1,6	1,6
Total subventions	9,4	9,7

Montant des subventions totales reçues par grande catégorie d'exploitations



Source : Agreste - Comptes nationaux par catégorie d'exploitations

aviaire entraîne un report de consommation vers la viande de porc et que les exportations vers l'Union européenne se développent. En valeur le coût des consommations intermédiaires des élevages hors sol est globalement stable : le volume des achats d'aliments pour porcs et pour volailles diminue nettement et les prix augmentent peu. Sur moyen et long terme, l'évolution du revenu de l'élevage hors sol reste toutefois défavorable : - 23 % en moyenne annuelle depuis 2002 et - 7 % depuis les années 1990.

Revenu en léger recul pour l'élevage ovin

Mal orienté sur les cinq dernières années, le revenu des éleveurs ovins recule de 2 % en 2006. Il avait augmenté en moyenne annuelle de 5 % de 1990 à 1992. Les volumes produits baissent. Les exportations s'accroissent pourtant, notamment vers l'Espagne dont les approvisionnements intérieurs sont perturbés par la présence de foyers de fièvre catarrhale. La prime à la brebis est découplée de moitié mais reste stable. et les prix progressent peu.

>

> Une année moins difficile sur les prix en viticulture

Après une baisse de plus de 50 % en 2005, le revenu des viticulteurs reculerait encore en 2006 : de 34 % en viticulture courante et de 10 % en viticulture d'appellation. Les prix sont cependant mieux orientés qu'en 2005. Ceux des AOC augmenteraient sur l'ensemble de la campagne, et la baisse des prix des vins courants serait moins

forte que pendant la campagne précédente. Les coûts de production et les charges progressent peu. Le volume de la vendange est modéré. Mais les stocks demeurent en France comme en Europe élevés au début de la campagne 2006-2007. Ils s'étaient beaucoup alourdis après l'abondante récolte de 2004-2005. Les distillations de crise mises en place, y compris sur les vins d'appellation,

devraient permettre de les réduire. En baisse sur la période 1998-2002, le revenu des viticulteurs d'appellation est aujourd'hui à un bas niveau. Celui des autres viticulteurs baisse en moyenne annuelle de 10 % depuis cinq ans.

Eliane Le Rey

Scees - Bureau comptes et revenus

Évolution et niveau relatif du résultat agricole par actif en valeur réelle

	Résultat agricole par actif (variation en termes réels)			Revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié (variation en termes réels)			Revenu agricole par actif non salarié (indice expl. Profess. = 100)		Nombre d'UTA ¹ non salariés (en millier)	
	2005/2004	2006 prév/ 2005	« 2005 »/ « 2002 »	2005/2004	2006 prév/ 2005	« 2005 »/ « 2002 »	« 1991 »	« 2005 »	2006 prév	2006/ 2005
Ensemble de la branche agriculture	- 6,5	+ 9	- 2,1	- 13,3	+ 15	- 3,8	///	///	///	///
Exploitations professionnelles	- 6,9	+ 9	- 2,1	- 12,8	+ 16	- 3,6	100	100	525	- 2,1
Grandes cultures	- 10,6	+ 21	- 2,1	- 18,5	+ 38	- 3,3	153	116	101	- 1,8
Céréales, oléagineux, protéagineux	- 12,3	+ 20	- 2,1	- 19,4	+ 35	- 2,8	145	113	66	- 2,4
Autres grandes cultures	- 7,9	+ 21	- 2,1	- 16,9	+ 44	- 4,4	168	121	35	- 0,7
Maraichage et fleurs	+ 2,3	+ 7	- 6,5	+ 4,9	+ 18	- 15,5	109	141	17	- 1,4
Viticulture	- 26,5	- 4	- 0,9	- 56,0	- 14	- 2,7	156	103	65	+ 0,1
Vins d'appellation d'origine	- 26,5	- 3	- 0,7	- 54,9	- 10	- 1,1	164	118	48	+ 0,2
Autre viticulture	- 26,5	- 7	- 2,2	- 61,4	- 34	- 10,2	138	61	17	- 0,2
Arboriculture fruitière	- 9,2	+ 15	- 0,8	- 18,8	+ 34	- 1,7	181	249	14	- 2,9
EBovins	+ 6,7	+ 7	+ 0,3	+ 8,8	+ 10	+ 0,6	64	92	180	- 2,2
Bovins lait	+ 6,7	+ 5	+ 0,3	+ 8,9	+ 8	+ 0,5	57	81	106	- 2,4
Bovins viande	+ 7,5	+ 7	- 0,8	+ 9,6	+ 10	- 0,7	85	105	58	- 1,1
Bovins mixtes	+ 4,9	+ 13	+ 3,7	+ 6,0	+ 17	+ 5,0	66	122	16	- 5,2
Autres herbivores	+ 3,7	- 3	- 3,5	+ 5,0	- 4	- 4,9	49	63	35	- 0,7
dont ovins	+ 2,3	- 2	- 2,3	+ 2,8	- 2	- 2,4	47	84	16	- 1,6
Hors sol	+ 12,0	+ 6	- 11,7	+ 30,1	+ 12	- 22,9	220	71	24	- 0,3
Polyculture	- 9,1	+ 11	- 4,6	- 18,1	+ 23	- 8,4	113	93	18	- 4,7
Autres orientations mixtes	+ 2,4	+ 13	- 0,4	+ 3,0	+ 22	- 0,7	63	85	71	- 4,4

« 1991 », « 2002 », « 2005 » : moyennes triennales centrées sur les années 1991, 2002 et 2005.

1. UTA : unité de travail annuel

N.B. : Les résultats étant présentés en moyenne par exploitation dans les divers tableaux, les évolutions calculées par catégories regroupées peuvent dépasser les bornes des variations constatées au niveau des catégories élémentaires les constituant.